

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 VALENCIENNES

VALENCIENNES, le (voir date de
signature de l'approbateur)

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/05/2022

Contexte et constats

Publié sur 

BRIQUETERIES DU NORD SA.

BRIQUETERIES DU NORD SA.
3 RUE MIRABEAU
59115 LEERS

Références : V3 – 2022 - 241
Code AIOT : 0007000054

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/05/2022 dans l'établissement BRIQUETERIES DU NORD SA. implanté VIEUX COLOMBIER 59115 LEERS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRIQUETERIES DU NORD SA.
- VIEUX COLOMBIER 59115 LEERS
- Code AIOT : 0007000054
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Créée en 1905, la SA BRIQUETERIES DU NORD est spécialisée dans la fabrication de briques en terre cuite et de leurs accessoires. L'activité se répartit sur trois sites :

- les usines de Lomme et Templeuve, qui utilisent un outil de production entièrement automatisé ;
- l'usine de Leers, qui produit la « Brique de Leers », brique artisanale fabriquée à l'ancienne (four annulaire au charbon de type Hoffman). La production annuelle est de 9 millions de briques.

La société BRIQUETERIES DU NORD, qui réalise un chiffre d'affaires de 17 millions d'euros compte 120 collaborateurs.

Le site est implanté sur la commune de Leers, en bordure Sud-Est de la commune de Roubaix et en limite Nord de la commune de Lys-Lez-lannoy (à environ 1,5 kilomètre du centre-ville de Lys-les-

Lannoy).

La cessation d'activité de la briqueterie a été actée par un rapport de l'inspection en date du 05/06/2019. L'exploitant poursuit néanmoins l'extraction de quelques milliers de tonnes d'argile par an pour la fabrication de la brique dans ses deux autres usines de Lomme et Templeuve. L'activité principale sur le site de Leers est la production et le négoce de matériaux via une plate-forme de recyclage de déchets inertes du BTP, le site est autorisé à accueillir 150 000 t/an de déchets inertes selon l'arrêté préfectoral d'autorisation du 04/12/2007.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/11/2021
- déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Modifications de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 04/12/2007, article 32	/	Mise en demeure, respect de prescription
5	Elimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 04/12/2007, article 19.1 et 19.2	/	Mise en demeure, respect de prescription

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Registre des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	/	Sans objet
2	Mise en place des remblais BSD	Arrêté Préfectoral du 04/12/2007, article 10.3.3	Arrêté préfectoral de mise en demeure	Sans objet
3	Mise en place des remblais Registre d'admission et plan	Arrêté Préfectoral du 04/12/2007, article 10.3.3	Arrêté préfectoral de mise en demeure	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 11 mai 2022 a permis d'établir les constats suivants :

- l'exploitant est en mesure de produire les informations relatives au suivi des déchets exigées par l'article 1 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021.

- A la date de l'inspection, l'exploitant ne tient pas de registre d'admission des déchets destinés au remblayage.

Par courriel du 2 septembre 2022, l'exploitant indique que les déchets inertes extérieurs destinés au recyclage et ceux destinés au remblayage sont désormais distincts dans le registre chronologique d'admission des déchets. Selon l'exploitant, aucun lot n'a été mis en remblais dans la carrière pour l'année 2022.

A la date du 11 mai 2022, l'exploitant n'ayant pas mis en remblais de déchets inertes depuis la signature de l'arrêté de mise en demeure du 30/11/2021, l'inspection n'a pu vérifier la mise en conformité de l'installation pour les prescriptions visées dans cet arrêté. Ainsi, l'inspection propose à Monsieur le préfet de ne pas lever la mise en demeure du 30/11/2021 et ne propose pas de sanctions administratives à l'encontre de l'exploitant à ce stade. La conformité du site sera donc

réévaluée lors de la prochaine inspection en 2023.

Par ailleurs, l'inspection demande à l'exploitant de transmettre à Monsieur le préfet un dossier de porter à connaissance l'informant des modifications notables sur son exploitation.

Les modifications constatées au cours de la visite sont les suivantes :

- Installation d'un Crible Jost : 18,5 kW (mise en service 2020 en remplacement d'une table vibrante hydraulique de 2008)
- Installation d'un Malaxeur : 2*22 kW (mise en service 2008)
- Installation d'un Crible Bivitec : 22 kW (mise en service en 2020 en remplacement d'un crible Extec à moteur thermique)
- Installation d'un nouveau silo de 37 m³ sur la plateforme de chaulage.
- Installation d'une centrale ternaire

L'inspection propose à Monsieur le préfet de mettre l'exploitant en demeure de respecter les prescriptions de l'article 32 de son arrêté préfectoral en transmettant dans un délai d'un mois un dossier de porter à connaissance informant Monsieur le préfet des modifications des installations de l'établissement, ces éléments ayant déjà été relevés lors de la précédente visite d'inspection.

Enfin, l'inspection propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les articles 19.1 et 19.2 de l'arrêté préfectoral du 4/12/2007 en transmettant les bordereaux de suivi de déchets attestant de l'évacuation dans un délai d'un mois des cubitainers de TIO₂.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1 / Arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/11/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescriptions contrôlées :</p> <p>Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/11/2021 : La société BRIQUETERIES DU NORD, dont le siège social est situé 9^e rue Port Fluvial – BP 84 – 59003 LILLE Cedex, ci après dénommée l'exploitant, exploitant une carrière de limons et d'argile au lieu-dit "Vieux Colombier" sise 3 rue Mirabeau 59114 LEERS, est mise en demeure de respecter les dispositions de :</p> <p>[...]</p> <p>- les dispositions de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 en produisant dans un délai d'un mois un registre d'admission des déchets comportant toutes les mentions figurant à l'article 1 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012.</p> <p>Article 1 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021 (abrogeant l'article 1 de l'arrêté ministériel du 29/02/2012) : Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <p>- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;</p> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <p>- la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;</p> <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <p>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</p> <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p>

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant indique avoir changé de méthode pour réaliser le suivi de ses déchets inertes destinés au recyclage. Il dispose depuis le mois de janvier 2022 d'un suivi automatisé permettant de tenir à jour le registre de suivi des déchets inertes destinés au recyclage.

Afin de vérifier la complétude des éléments collectés au regard de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021, l'inspection procède par sondage et demande à l'exploitant d'extraire les informations relatives au suivi des déchets suivants :

	Client	ID Livraison	Date de livraison	Immatriculation Camion
Déchet 1	Sade Rouvray	2210	07/01/22	EQ951AT
Déchet 2	GrauwinTP	6301	02/02/22	CF643WK

Par courriels du 25/05/2022, l'exploitant transmet à l'inspection les éléments suivants :

	Date	Zone	Clients	ID livraison SAP	Immat. Camion	Adresse de chantier	Ville de chantier	Produit	Catégorie de produits	Code D/R : D1	Quantité livrée
Déchet 1	07/01/22	Carrière de Leers	SADE ROUVROY	2210	EQ951AT	Rue de la Blanche porte 10MO6670	Tourcoing	Déblais sans reprise matériaux CB : 170504	Déblais inertes CD : 170504	R13	17,00 t
Déchet 2	02/02/22	Carrière de Leers	GRAUWIN TP	6301	CF643WK	Chemin du Marais	Villeneuve d'Ascq	Déblais sans reprise matériaux CB : 170504	Déblais inertes CD : 170504	R13	16,00 t

Pour le déchet 1, l'exploitant précise dans son courriel du 25/05/2022 :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet : EDOUARD DENIS, 86 Rue Nationale 59000 Lille, SIRET : 53172888900050
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets : SADE-CGT, Parc Activités de la Chênaie 62320 Rouvroy, SIRET : 56207750302501
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du Code de l'environnement : TP+ , 357 BD SUD 62138 BILLY-BERCLAU, SIRET : 38459800900023

Pour le déchet 2, l'exploitant précise dans son courriel du 25/05/2022:

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet : L'association QUANTA, 7 chemin du Grand Marais 59650 Villeneuve d'Ascq, SIRET : 38769975400033
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets : GRAUWIN, 103 RUE DES 80 FUSILLES 62590 OIGNIE, SIRET :33853914100022
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement : GRAUWIN, 103 RUE DES 80 FUSILLES 62590 OIGNIE, SIRET :33853914100022

L'exploitant indique que selon l'article R. 541-50, alinéa 3 du Code de l'environnement, les entreprises GRAUWIN et TP+ ne sont pas tenues de produire de récépissé étant donné la nature du déchet transporté.

L'exploitant indique avoir ajouté dans son tableau de suivi le code déchet ajouté dans son courriel du 25/05/2022.

Observations : L'exploitant est en mesure de produire les informations relatives au suivi des déchets exigées par l'article 1 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021 pour les deux déchets inertes étudiés par sondage aléatoire.

L'inspection constate le respect par l'exploitant des prescriptions de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 (abrogé par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021). Ce point de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 30/11/2021 est respecté.

Type de suites proposées : Sans suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Mise en place des remblais

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2007, article 10.3.3 ; Arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/11/2021, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Pollution</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/11/2021 :</u> La société BRIQUETERIES DU NORD, dont le siège social est situé 9^e rue Port Fluvial – BP 84 – 59003 LILLE Cedex, ci après dénommée l'exploitant, exploitant une carrière de limons et d'argile au lieu-dit "Vieux Colombier" sise 3 rue Mirabeau 59114 LEERS, est mise en demeure de respecter les dispositions de :</p> <p>- l'article 10.3.3 §2 de l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2007 susvisé en produisant des bordereaux de suivi des déchets conformes, permettant le suivi du remblayage, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté ; [...]</p> <p><u>AP du 04/12/2007 – Article 10.3.3 Réception et mise en place des matériaux</u> (...) §2 - Bordereau de suivi 1 - Chaque apport extérieur doit être accompagné par un bordereau de suivi, rempli par le producteur des matériaux inertes (généralement le maître d'ouvrage) et les différents intermédiaires le cas échéant, indiquant sa provenance, destination (nom de la carrière), masse ainsi que ses caractéristiques essentielles (nature complétée en tant que de besoin par toute information utile : forme physique, granulométrie, couleur, odeur...), le moyen de transport utilisé (nom du transporteur et n° d'immatriculation du véhicule) et le cas échéant la codification du déchet ; Ce bordereau porte : - la définition d'un matériau inerte figurant au §2 de l'article 10.3.1. du présent arrêté, - l'indication suivante : "Nous attestons, en application de l'article 12.3 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994, qu'il s'agit de matériaux inertes utilisables pour le remblayage d'une carrière", suivi du nom et de la signature du responsable des matériaux ou de la personne mandatée à cet effet, - le repérage de la zone en cours de remblayage.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats de l'inspection du 17/06/2021 :</u> L'exploitant a reconnu que sur les quantités mises en remblayage (1000 t en 2020 et 2000 t en 2019), il n'était pas en mesure de tracer les déchets mis en remblais et les zones remblayées</p> <p>A la demande de l'inspection, sur la base d'un choix de 3 chantiers pris aléatoirement, l'exploitant a transmis des bordereaux de livraison de déchets inertes. Ces bordereaux comptables ne permettent pas de suivre le remblayage ni la nature du remblayage, aucune information ne permet de relier la zone remblayée au chargement de déchets admis en carrière.</p> <p>Les bordereaux de suivi des déchets transmis ne sont pas conformes à l'article 10.3.3 § 2 et ne permettent pas le suivi du remblayage : - n'y apparaît pas le repérage de la zone en cours de remblayage</p> <p><u>Constats au cours de l'inspection du 11/05/2022 :</u> La situation est identique à celle constatée au cours de la visite du 17/06/2021.</p> <p>L'exploitant indique à l'inspection qu'il va mettre en place dès que possible une procédure</p>

<p>permettant de séparer dès leur réception les déchets inertes destinés au remblayage de la carrière de ceux destinés au recyclage. Les déchets destinés au remblayage pourront être traités sur une plateforme mobile distincte dédiée.</p> <p>La séparation des deux filières permettra à l'exploitant d'identifier les déchets destinés au remblayage et de leur appliquer la procédure prescrite à l'article 10.3.3 de l'arrêté préfectoral du 4/12/2007.</p> <p>Dans un courriel du 2 septembre 2022, l'exploitant transmet à l'inspection un extrait du registre chronologique des déchets entrants pour les huit premiers mois de l'année 2022. L'exploitant indique que la colonne J intitulée "site de destination" précise "RECY" pour les déchets dirigés vers les installations de recyclage, ou bien le nom du carreau de remblayage.</p> <p>Pour l'année 2022, l'exploitant indique à l'inspection qu'aucun déchets inertes réceptionné n'a été mis en remblayage dans la carrière.</p>
<p>Observations :</p> <p>Etant donné l'absence de mise en remblais de déchets inertes au sein de la carrière depuis le début de l'année 2022, la visite du 11/05/2022 ne permet pas de vérifier la mise en oeuvre des prescriptions au paragraphe 2 de l'article 10.3.3 de l'arrêté préfectoral du 04/12/2007.</p> <p>Il est nécessaire que l'exploitant démontre la mise en œuvre des prescriptions de l'article 10.3.3 de l'arrêté préfectoral du 4/12/2007 en produisant les bordereaux de suivis des déchets mis en remblayage dans la carrière lors de la prochaine opération de remblayage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 3 : Mise en place des remblais

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2007, article 10.3.3 ; Arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/11/2021, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Pollution</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/11/2021 :</u> La société BRIQUETERIES DU NORD, dont le siège social est situé 9^e rue Port Fluvial – BP 84 – 59003 LILLE Cedex, ci après dénommée l'exploitant, exploitant une carrière de limons et d'argile au lieu-dit "Vieux Colombier" sise 3 rue Mirabeau 59114 LEERS, est mise en demeure de respecter les dispositions de : [...] - l'article 10.3.3 §4 de l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2007 susvisé en produisant un registre d'admission des déchets conformes, comportant un plan topographique de remblayage, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté; - l'article 10.3.3 §4 de l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2007 susvisé en produisant un registre des refus dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté ; [...]</p> <p><u>AP du 04/12/2007 – 10.3.3 Réception et mise en place des matériaux</u> (...) §4 - Registre et plan de remblayage L'exploitant doit tenir un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, répertoriant pour chaque chargement de déchets présenté, la provenance, la quantité, les caractéristiques des matériaux, le moyen de transport utilisé, la zone de remblayage, ainsi qu'un plan topographique localisant ces zones. Les refus sont également consignés sur ce registre avec l'indication des non-conformités constatées. Une quantification annuelle du tonnage des matériaux inertes reçus est réalisée. Ce registre conservé pendant au moins 5 ans, est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat au cours de l'inspection du 17/06/2021 :</u></p> <p>Le registre d'admission transmis n'est pas complet : - la zone de remblayage ainsi qu'un plan topographique localisant ces zones sont absents, - la consignation des refus avec l'indication des non-conformités constatées n'est pas donnée. L'exploitant a déclaré ne pas avoir mis en place de registre des refus.</p> <p><u>Constat au cours de l'inspection du 11/05/2022 :</u> L'exploitant indique avoir identifié les zones D4 à G8 sur le plan topographique daté du 13/12/2021. Il indique que seuls les carreaux D5, D6 et E6 comportent encore des espaces capables d'accueillir des déchets inertes extérieurs. Les carreaux font 50 m x 50 m.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que le zonage des carreaux de remblayage doit permettre d'identifier chaque lot de déchets inertes utilisés comme remblais. Dans le cas où la surface des carreaux définis sur le plan topographique ne permet pas une telle identification, il convient de proposer un maillage plus précis. De plus, le relevé topographique au niveau de la zone de remblayage pourrait être plus précis afin de mieux suivre l'évolution des remblais.</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection constate que l'exploitant ne tient pas de registre d'admission des déchets inertes destinés au remblayage.</p> <p>L'exploitant, suite à la visite du 11/05/2022, indique au cours d'une réunion avec l'inspection ayant</p>

<p>lieu le 25/05/2022 qu'il va séparer les chargements destinés au recyclage du BTP de ceux destinés au remblayage en utilisant deux plateformes de traitement distinctes.</p> <p>Par courriel du 2 septembre 2022, l'exploitant transmet un extrait de son registre chronologique d'admission des déchets précisant la destination des déchets vers l'activité de recyclage ou en tant que remblayage. Toutefois, aucun remblayage n'est indiqué au cours des 8 premiers mois de l'année 2022.</p>
<p>Observations :</p> <p>Etant donné l'absence de mise en remblais de déchets inertes au sein de la carrière depuis le début de l'année 2022, la visite du 11/05/2022 ne permet pas de vérifier la mise en oeuvre des prescriptions au paragraphe 4 de l'article 10.3.3 de l'arrêté préfectoral du 04/12/2007.</p> <p>Compte-tenu de l'engagement de l'exploitant formulé le 25/05/2022 à mettre en œuvre le registre d'admission des déchets en lien avec sa volonté de se conformer au suivi des déchets destinés au remblayage prescrit à l'article 10.3.3 de son arrêté préfectoral, l'inspection ne propose pas à ce stade de sanction administrative à Monsieur le préfet à l'encontre de l'exploitant.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant d'étudier l'opportunité d'affiner le maillage de son zonage afin de permettre l'identification des différents lots qui seront mis en remblais.</p> <p>Le registre de refus des déchets destinés au remblayage sera annexé au registre d'admission des déchets, tandis que les refus concernant l'activité de recyclage pourront être conservés dans le registre chronologique des déchets destinés au recyclage. Le registre des refus précisera la nature des non-conformités constatées pour chaque lot refusé.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de l'informer dans les plus brefs délais de la mise en conformité de son installation à l'article 10.3.3 de l'arrêté préfectoral du 4/12/2007, en mettant en œuvre le registre d'admission des déchets, comprenant notamment en annexe un plan topographique de zonage des déchets mis en remblais.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 4 : Modifications de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2007, article 32
Thème(s) : Situation administrative, Modification
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article 32 : Modification du dossier Tout projet de modification des conditions d'exploitation des installations de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être porté avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>Constats : Comme indiqué dans le rapport d'inspection du 11/08/2021, il est demandé à l'exploitant de se positionner suite à la modification de la rubrique 2517 de la nomenclature ICPE.</p> <p>L'exploitant estime l'emprise de ses activités relevant de la rubrique 2517 à une surface de 70 000 m². Il est nécessaire de confirmer au Préfet les éléments qui permettent de caractériser l'installation au titre de la rubrique 2517.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection demande à l'exploitant d'informer Monsieur le préfet des modifications réalisées sur son installation avec tous les éléments d'appréciation. En effet le rapport d'inspection du 11/08/2021 fait état de modifications qui n'ont pas été portées à la connaissance de Monsieur le préfet.</p> <p>Par courriel à l'inspection du 30/06/2021, l'exploitant apporte des informations sur la nature des modifications :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Installation d'un Crible Jost : 18,5 kW (mise en service 2020 en remplacement d'une table vibrante hydraulique de 2008) - Installation d'un Malaxeur : 2*22 kW (mise en service 2008) - Installation d'un Crible Bivitec : 22 kW (mise en service en 2020 en remplacement d'un crible Extéc à moteur thermique) <p>Par ailleurs, l'exploitant a installé un nouveau silo de 37 m³ sur la plateforme de chaulage.</p> <p>Les informations relatives à la centrale ternaire ne sont pas communiquées dans ce courriel.</p> <p>L'inspection propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions de l'article 32 de l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2007 en transmettant à Monsieur le préfet un dossier porter à connaissance des modifications réalisées sur l'exploitation, comprenant tous les éléments d'appréciation nécessaires dans un délai de 30 jours.</p>
Type de suites proposées : Mise en demeure respect de prescriptions
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Elimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2007, article 19.1 et 19.2
Thème(s) : Autre, Traitement et élimination des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : ARTICLE 19 : TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS 19.1. - Généralités L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production. 19.2. - Stockage temporaire des déchets Les déchets et résidus produits doivent être stockés, avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les stockages temporaires, avant valorisation ou élimination des déchets, doivent être réalisés sur des cuvettes de rétention étanches en cas de risque de pollution et si possible être protégés des eaux météoriques. Il est interdit de stocker des déchets à l'intérieur de l'établissement sur une période anormalement longue au regard de la fréquence habituelle des enlèvements (lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination). La durée maximale de stockage des déchets est de 1 an.</p>
<p>Constats : Le jour de l'inspection du 11 mai 2022, les déchets de ferraille, dont la présence avait été constatée lors de l'inspection du 17 juin 2021, avaient été évacués. De plus, l'exploitant transmet à l'inspection une facture datée du 4 mai 2022, établie par la société SARL A.V.M.I. pour la vente à la société COENMANS recyclage industriel de la ferraille issue du crible POWERSCREEN.</p> <p>Par contre, il est constaté le jour de l'inspection la présence d'environ 25 cubitainers d'1 m³ contenant d'après l'exploitant du TiO₂ dont certains sont éventrés. Ces produits sont stockés sur le sol, sans rétention. L'exploitant indique que ces cubitainers sont présents sur site depuis plus d'1 an.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que les déchets de toute nature doivent avoir une durée de stockage inférieure à une année, s'ils ne sont pas valorisés ou recyclés, ils doivent être traités par une filière agréée.</p> <p>Par conséquent, l'inspection propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions des articles 19.1 et 19.2 de l'arrêté préfectoral du 4/12/2007 en transmettant les bordereaux de suivi qui attestent de l'évacuation de ces déchets dans les meilleurs délais.</p>
Type de suites proposées : Mise en demeure respect de prescriptions
Proposition de suites : Sans objet